

JEAN-PAUL LAMBERT

Un recteur passionné d'enseignement

On peut imaginer facilement les préoccupations institutionnelles d'un recteur d'université. Pourtant, J.-P. LAMBERT, des Facultés Saint-Louis à Bruxelles, conserve aussi un égal intérêt pour les questions étudiantes.

Quel a été votre parcours d'étudiant?

Jean-Paul LAMBERT: Après mes humanités greco-latines au Collège St-Michel, j'ai suivi des études d'ingénieur civil. J'ai terminé mes études en sciences économiques. Par la suite, le patron du centre, Jacques DREZE, a accepté que je réalise une thèse sous sa direction. Mon domaine étant la macro-économie, je me suis surtout intéressé aux déséquilibres qui concernent le chômage. Plus tard, en 1986, j'ai été engagé comme professeur à temps plein aux Facultés universitaires St-Louis. Mes activités se partageaient entre l'enseignement et la recherche de pointe au niveau international.

Comment a débuté votre carrière universitaire?

JPL: Au hasard d'une rencontre, j'ai été amené à travailler sur un contrat de recherche subventionné par la Commission européenne, basé dans

un centre de recherche réputé à Louvain-la-Neuve, le CORE (Centre de recherche pour la recherche opérationnelle et l'économétrie). Je me suis alors pris de passion pour la recherche et j'ai été engagé comme professeur à temps plein aux Facultés universitaires St-Louis. Mes activités se partageaient entre l'enseignement et la recherche de pointe au niveau international. Après avoir été élu Doyen en 1990 et Vice-recteur 3 ans plus tard, je suis devenu Recteur des Facultés en 2003. Au début, j'ai continué à enseigner, mais à cause du temps à consacrer aux développements de Bologne, j'ai dû me résoudre à arrêter.

Sans regrets?

JPL: Oh non! J'aimais beaucoup ça! J'appréciais l'idée de faire passer un peu de ma passion à des étudiants. Et j'ai eu, au cours de ma carrière, des publics très variés: des économistes et des sociologues mais aussi des juristes, des adultes en cours du soir, ou des jeunes de Philo et Lettres, qui souhaitaient surtout avoir une ouverture sur l'économie qui ne soit pas du tout technique. C'était un défi passionnant, mais il a fallu choisir!

Vous vous êtes aussi intéressé à la réussite dans l'enseignement supérieur...

JPL: Effectivement. Au fur et à mesure de mes différentes responsabilités, je me suis de plus en plus intéressé aux débats en cours en Communauté française. Mes fonctions m'ont amené à participer à des groupes de travail au sujet de l'éducation, à prendre

Parcours

- Humanités greco-latines au Collège St-Michel à Bruxelles
- Candidatures en ingénieur civil à Leuven puis licence à Louvain-la-Neuve
- Licence puis doctorat en sciences économiques à Louvain-la-Neuve
- 1986: enseignant - chercheur aux Facultés universitaires St-Louis à Bruxelles
- 1993: Vice-recteur aux FUSL
- 2003: Recteur

connaissance de rapports internationaux et nationaux. J'ai ainsi réorienté ma recherche vers l'économie de l'éducation. Je suis beaucoup intervenu dans le débat public sur des questions qui me semblaient importantes, et en particulier sur celle du libre accès et de la démocratisation de l'enseignement supérieur. J'avais effectivement constaté que les jeunes qui arrivent dans le supérieur ont des bagages très inégaux. Pourtant, selon mon expérience, un certain nombre d'étudiants qui arrivent avec un bagage plus faible peuvent tout à fait réussir, moyennant un soutien approprié. Une part importante de mes travaux et de mes combats portent sur le libre accès aux études, moyennant des mesures d'accompagnement.

Quelles mesures d'accompagnement, par exemple?

JPL: Il y a toute une panoplie d'aides possibles, mais beaucoup d'universi-

tés et de Hautes Écoles se sentent un peu épuisées du fait de leurs faibles moyens. Il existe des propédeutiques avant la rentrée, des tests purement informatifs en début et en cours d'année, des séances de monitorat, d'accompagnement en petits groupes. Et pour cela, il faut bien sûr des moyens qui avaient été accordés par le décret de 1998, selon lequel le soutien à la réussite dans la transition entre le secondaire et le supérieur était une priorité. Le système avait bien fonctionné, mais le décret Bologne a détricoté toute cette dimension.

Que penser, justement, de ce passage entre le secondaire et le supérieur?

JPL: Aujourd'hui, l'enseignement supérieur accueille un public beaucoup plus hétérogène qu'il y a 30 ans. Le secondaire s'est profondément transformé. On retrouve dans le supérieur aussi bien des étudiants qui viennent de filières de type latin-grec que ceux qui sortent de technique de transition, public qui n'existait pas il y a 35 ans. Dans le général, les différentes filières préparent inégalement à la réussite dans le supérieur. Et maintenant, la tentation que pourraient nourrir des politiques d'une part, et des responsables de l'université de l'autre, c'est de sélectionner à l'entrée. Dans le système actuel de l'enveloppe fermée, si une sélection se mettait en place, les universités et les Hautes Écoles recevraient exactement la même somme, mais pour moins d'étudiants. Elles auraient donc le loisir de s'occuper plus confortablement des "meilleurs" étudiants. Mais je suis farouchement opposé à une telle sélection précoce, qui se réduirait *de facto* à un "écrémage social"!

Et que diriez-vous du secondaire, à la suite de vos recherches?

JPL: Lors d'un colloque sur l'enseignement, j'ai dénoncé l'échec de la tentative de l'enseignement rénové: c'était une utopie à la fois couteuse et fallacieuse. C'est une organisation de l'enseignement beaucoup plus ouverte, avec plus d'options, mais le discours tenu aux parents et élèves était que toutes les options conduiraient également au supérieur, quel que soit le parcours choisi. La réalité n'a pas été celle-là! En fait, les familles et enfants socioculturellement favorisés reçoivent de bons conseils sur les "bonnes filiè-

res" préparant au supérieur, et ceux qui n'ont pas le background socioculturel sont illusionnés. C'était une idée généreuse au départ, mais qui a piégé ceux qu'elle voulait aider...

Que diriez-vous au secondaire?

JPL: Je n'ai pas de conseils à donner au secondaire, je ne suis pas un véritable expert de l'enseignement obligatoire... Je donnerais sans doute la priorité à la maîtrise des savoirs de base, plutôt qu'au fait d'avoir un trop grand spectre d'options. En ce qui concerne le débat sur le nombre d'années que doit durer le tronc commun, je pense qu'un parcours commun à l'ensemble des élèves un peu allongé est plus propice à donner à chacun un bagage minimal.

Finalement, quel aspect de votre carrière privilégieriez-vous?

JPL: C'est l'enseignement qui me passionne le plus! Derrière, il y a énormément d'enjeux pour l'avenir, pour le devenir de chaque jeune, pour l'avenir d'une communauté... Même si je m'intéresse aussi à l'économie régionale, mon axe préféré reste la réflexion sur l'éducation et l'enseignement supérieur. ■

INTERVIEW FRANÇOIS TEFNIN
TEXTE BRIGITTE GERARD

"Si, dans le cadre d'une manifestation, je devais descendre dans la rue avec un pancarte, j'écrirais sur celle-ci... «Écoute et retiens, retiens et médite, médite et connais, connais et agis», une maxime d'un philosophe du 12^e siècle".

"Ma devise est... «Plus est en toi». Pour un enseignant, c'est une très belle formule qui exprime la conviction qu'un élève peut donner le meilleur de lui-même si on lui donne confiance en lui".

"Si on ne devait plus enseigner que deux disciplines à l'École, ce serait... le français (y compris la littérature) et l'histoire".

"Si on m'octroyait d'importantes ressources en matière de recherche pédagogique, la question qu'il me plairait de traiter, c'est... comment organiser nos systèmes d'enseignement pour qu'ils ne soient plus une machine à reléguer les plus faibles et élaborer des pistes pour un système plus égalitaire".

Bibliographie sélective

"Enseignement en Communauté française. Leçons du passé et jalons pour l'avenir", La Revue Nouvelle, tome 111, n°1, janvier 2000.

"Choix des études supérieures et motivations des étudiant(e)s", numéro spécial "Enseignement" de Reflets et perspectives de la vie économique, 2001/4, pp. 41-55 (en collaboration avec A.-M. de KERCHOVE).

"Faut-il introduire un examen d'entrée à l'Université?", document de travail de la Chaire Hoover (DOCH) d'éthique économique et sociale (UCL), n°119, 2003.